

Propos Sur une révolution inachevée

• artigo

• France, Paris

• "Etudes" déc. 1976

déc. 1976

MARIA DE LOURDES PINTASILGO

PRIMEIRA MINISTRA

Fundação Cuidar o Futuro

①

Plus le temps passe et plus je trouve impossible de parler "in abstracto" de la révolution portugaise. Ce qui me réduit c'est de la réduire à sa symbolique fondamentale telle qu'elle retentit en moi. Mais cette symbolique étant étroitement liée et aux conditions socio-culturelles portugaises et à ma trajectoire personnelle, comment la dévoiler sans tomber dans un discours fermé à ~~versus~~ l'autre ? Puis-je être partie prenante d'un événement et ~~participera~~ sociologue d'occasion de déroulement de ce même événement ? Ou bien dois-je accepter qu'il n'y a de théorie ni d'analyse que celles que l'on dégage de sa propre pratique ?

Car, il faut bien l'avouer, tout ce que j'ai vu écrit sur la révolution portugaise me semblait rendait compte de la succession des faits

~~une~~ de couler d'un certiu a-priori.

D'abord, le Portugal au lendemain du 25 Avril rappelait aux uns la chute du fascisme en Italie, la France après la libération, (sans oublier que la décolonisation ne faisait que mimer l'Algérie...). Plus tard, on nous brandissait les spectres de la prise de pouvoir des démocraties populaires ou du renversement du régime socialiste au Chili. C'est-à-dire que c'était très difficile d'être nous-mêmes.

Je sais qu'une certaine presse a bel et bien rendu ridicule notre prétension à "une voie ~~pro~~ originale pour le socialisme portugais". Je sais aussi qu'aux prises avec une crise économique gigantesque nous apparaissions bien éloignés d'une voie originale. Et, pourtant, n'était-ce pas là l'enjeu fondamental de cette révolution? Vu de dedans, la so-

ciété portugaise d'affrontait à trois³
exigences immédiates: la décolonisation, le rétablissement des libertés fondamentales, la lutte contre les inégalités sociales. Tous ces trois types d'action avaient eu leurs chemins dans d'autres pays, à d'autres époques — ou même actuellement. Rien de nouveau à leur égard. Mais l'effet cumulatif de ces trois exigences et des actions qu'elles ~~déterminaient~~ ~~re~~ ~~bondissaient~~ dans un événement qualitativement différent. De telle sorte que non, on ne pouvait plus comparer chacune des démarches à celles qui avaient eu lieu ailleurs sous le même nom. Il s'agissait d'un ébranlement total de tout le sous-système socio-culturel, comme sous-jacent et déterminant des rapports économiques et des options po-

libiques. ~~Voilà pourquoi pour beaucoup~~ ⁽⁴⁾
~~d'entre nous~~ Or l'analyse que nous
faisons de la société portugaise nous
montrait qu'elle n'était pas engagée
irréversiblement dans l'industrializa-
tion, la consommation, la concentra-
tion de l'appareil de l'Etat. Elle nous
paraissait libre de choisir une
voie d'égalité d'opportunités pour
nous où le collectif ne ferait pas
pas l'apport personnel et l'imagi-
nation, où les besoins d'une consomma-
tion compensatoire de frustrations
inavouées ^{ne} contrôlerait ^{les} la production,
où ~~l'indus~~ l'industrialisation ne
serait pas un but en soi mais
un moyen étudié et calculé
pour répondre aux besoins et
surtout ~~un~~ la répétition d'un
mode de production ~~fatal~~
inexorablement aliénant pour l'homme,

où l'anonymat et l'omnipotence (5)
de l'appareil d'Etat n'écraserait
pas l'initiative et, à la limite,
la liberté.

Était-ce là des ~~conditions~~ problè-
mes spécifiques au Portugal?
Bien sûr que non, tout au con-
traire. Et dans leur universalité
même nous pensions l'élan, la
conviction, le désir, de trouver
une "voie originale". Nous croyions
que, dans un espace limité,
dans cette extrémité de l'Europe,
en cette année 74,
il serait possible d'entamer
une révolution dont les consé-
quences défaiseraient nos fron-
tières. Survivance en nous d'un
^{mythe} impérialisme qui arrivait à son
terme? ~~Peut-être... Mais surtout~~
Méconnaissance des forces politiques
dominant les ^{rapports de la monde} ~~politique~~ et naïveté

à leur égard ? ~~Thiéri~~ à ~~peine~~ ~~assuré~~ ⑥
~~Des~~ ~~simples~~ ~~cordons~~ Simplisme d'indéfinition du lien entre le projet ~~societ~~ ^{global} et les facteurs économiques et sociaux ? Peut-être un peu de tout cela et davantage encore. Mais surtout le désir de façonner notre propre destin, de le ~~cont~~ bâtir à la mesure de nos aspirations collectives, de ~~faire~~ rendre au "peuple" (le mot qui, en portugais, est très lourd de signification anthropologique parce qu'il y va de l'identité culturelle et de l'existence en tant que nation autonome) de lui rendre la possibilité d'être de dire sa parole et de dessiner son histoire. Réussir une telle entreprise était pour nous redevenir nous-mêmes et, par là, nous rendre capables d'être partenaires à part entière dans l'ordre international nouveau qui pointait déjà à l'horizon.

Je viens de parler de nos 7
espoirs et, cependant, je devrais
dire tout de suite qu'on y arrivait
par des chemins très diversifiés. A
n'importe quel niveau de la vie
sociale et politique nous nous
trouvions dans un climat eufhorique,
~~de fête~~ d'épopée-fête, où la libération
de la parole, la ^{renversement} ~~demystification~~ des
puissants, la force du peuple nous
menaient à une solidarité consciente
et ~~joyeuse~~ ^{joyeuse}. Mais déjà nos analyses
étaient différentes. Et ces analyses
différentes ne pouvaient que déboucher
sur des espoirs, des options et des
politiques non seulement variées
mais opposées.

Ce qui graduellement m'a frappée
dans cette divergence de perceptions
n'était ^{saisi} ~~perçu~~ au malaise début que
comme malaise ou doute sur ma
propre compréhension du discours des

autres. Mais certains clivages allaient rapi-⁸
dement rendre nettes ces divergences.

D'abord l'analyse de la structure écono-
mique. Pour beaucoup le capitalisme
était le facteur dominant tandis que
pour d'autres, comme moi-même,
c'était le tissu des rapports sociaux à
l'intérieur des moyens de production
~~qui~~ tenait plutôt du féodalisme,
avec un droit implicite du seigneur
sur ses ~~esclaves~~ sujets et, en même
temps, la protection assurée de ces
sujets. Bien sûr que le profit était
dominant mais il manquait au
rouage économique la dimension
(95% d'industries avaient moins de
100 ouvriers, 75% d'entreprises comer-
ciales étaient des entreprises familiales
(sans employés), l'efficacité décon-
stant de la formation professionnelle
(60% des masses travailleuses n'avaient
fréquenté que l'école primaire ce qui
les rendait ^{en fait} ~~la grande~~ ~~masse~~ la foule

immense de main-d'œuvre non-qualifiée⁹, exploitée certes, mais pesant lourd aussi dans la rentabilité de n'importe quelle entreprise au niveau strictement technique) et la mobilité (les emplois étaient encore conçus même dans les entreprises les plus développées comme l'avantage d'appartenir à une "famille" et une espèce d'assurance à vie qui garantissait le pain de chaque jour) pour que l'on puisse parler d'un véritable capitalisme. Les conséquences les plus importantes ont été ~~la déclen-~~ ~~chement~~ l'absence de critères dans la décision ~~de~~ concernant les nationalisations et, donc, une surcharge économique pour l'Etat avec des répercussions à tous les niveaux (p.ex., le déficit de la sécurité sociale atteint plus de la moitié de son budget) ainsi l'écroulement de l'appareil productif dont ~~les rouages~~ ^{l'équilibre} ne tenait qu'à des facteurs extérieurs au capitalisme stricto sensu.

(10)

Deuxièmement, l'analyse des facteurs sociaux de changement. Il fallait ~~sans~~ ~~doute~~, après le déferlement de la parole et du geste, ~~reconstituer~~ trouver une motivation englobante, une tension vers un but capable de mobiliser le peuple. Or, pour beaucoup il n'y avait que le chapelet des maux à dénoncer: le fascisme, le capitalisme, l'impérialisme. Le peuple, encore affectivement lié, adhérerait facilement parce qu'il ~~se~~ rejetait aussi tout le système qu'il avait vécu. Mais pour lui le 25 Avril était l'évènement qui le rendait à lui-même. Coup d'Etat réussi, ^{fatalité historique,} révolte de l'armée, toutes les formes capables de réduire la portée de ce jour-là ne pourront antérieurement son immense signification sociologique - il était l'évènement-crochet d'un futur possible, il était l'élément qui unissait le peuple, il était l'ébauche d'une révolution fondatrice.

Il fallait, à ce moment-là, c'est-à-dire ⁹⁷ dire très tôt dans le processus, trouver au cœur de cet événement la motivation capable de lancer le peuple à la conquête de son futur, révé-
~~lant ainsi par un déparassement~~
continuuel des ruptures et des con-
tradictions. Pourquoi cela n'a-t-il

~~Je risque de croire~~ pas été fait ? Il faut le dire : il y a ceux qui parlent au nom du peuple sans l'avoir écouté, il y a ceux qui croient vraiment au peuple et qui y croient da-
vantage d'autant plus que le peuple n'est pas souillé par la propagande fautive ou par des slogans ~~très~~ percutants. Ceux qui parmi nous parlaient d'un processus s'imaginaient qu'à partir ~~que~~ de l'événement-détonnateur, toutes les aspirations que le peuple manifestait, toutes ses revendications, pouvaient

Le sens même du 25 Avril était saisi
différemment. On croyait que le peuple
— courmis à la progression de la guerre colo-
niale qui lui volait les enfants et
l'espoir d'un avenir meilleur —
~~ne vivrait la nouvelle période de son~~
~~histoire~~

Fundação Cuidar o Futuro

être résorbés dans une démarche ⁽¹²⁾
collective dont il ne fallait pas
brûler les étapes pour qu'à chaque
~~tour~~ ~~tour~~ le peuple ait la possibilité
de ~~ni~~ définir au préalable l'évo-
lution. Il y avait là des risques,
certes, mais ce serait des risques
nés de la vérité ^{existentielle} d'un peuple. Or,
en fait, cet espace à remplir par le
peuple a été envahi ~~et restitué~~
par ceux qui voyaient le 25 Avril
comme le simple renversement
d'un régime politique et se ^{limitaient} ~~tra-~~
quaient ^{aux} ~~dans~~ des dimensions
strictement politiques de l'évène-
ment. Pour eux, il n'y avait ~~pas~~
peuple nouveau à se faire un des-
tin ^{neuf} - il y avait un peuple à gouver-
~~ner~~ mener là où leurs idéologies les
conduisaient. Pour eux, le 25 Avril
~~relevait du mythe et~~

Un troisième élément d'analyse aurait distinct dans les différentes lectures de la société, que l'on voulait changer, elle concernait l'appareil même de l'Etat.
 La structure administrative portugaise s'était développée tout au long de la période de 50 ans (et à la suite de la purge que Salazar lui avait fait subir au début de son mandat) comme une lourde machine, très bureaucratique, ^{En pouvait parler d'un Etat concentrationnaire au Portugal.} compartimentée, centralisée à outrance. Cependant, de la rapidité de changement de cette machine et de sa volonté de devenir instrument au service du peuple allait dépendre, en grande partie, la capacité générationnelle de tout gouvernement. Or, dès le lendemain du 25 Avril l'administration publique s'est vue dominée par une prise de pouvoir de ceux qui ne détenaient pas des fonctions de direction avec exactement les

(14)

mêmes revendications que l'on trouvait ailleurs. L'État concentrationnaire existait au Portugal et il était apte à ~~convenir d'un accord~~ Cette double réalité était une arme à deux tranchants. En effet, on pouvait "suivre" son rythme de mise-en-question et essayer de proposer une alternative administrative qui, par sa souplesse, sa décentralisation et ses nouveaux modes de travail, serait le réseau indispensable pour toute innovation et amélioration (des services / du logement aux services médicaux). Mais, si la l'analyse n'était pas ^{ou par là tout faite} correcte et si cette proposition ne venait pas unanimement du pouvoir constitué cet état ultra-centralisé et aux chefs contestés était prêt à une mise-en-place de n'importe quel autre rouage idéologique qui n'avait qu'à remplacer les chefs désuets par des "gens de confiance". Dès qu'une

(15)

telle façon, procédure était entamée
toute possibilité d'efficacité administrative
du gouvernement était mise
à l'épreuve, tous les services allaient
se détériorer et tout ~~changement~~ effort
de changement resterait lettre morte
sur le papier. Ce n'est pas par hasard
que dans plusieurs domaines des
programmes d'action ont été élaborés
par l'équipe gouvernementale et sont
restés sans application pratique.

C'est évident

Bien sûr qu'à ce moment je
quis d'emblée dans la grande ques-
tion du pouvoir. Gouvernement était-il
l'équivalent de pouvoir de l'exécution?
Bien sûr que non. Le pouvoir était
une réalité monolithique le 25
Avril qui a éclaté le 25 Avril
et qui, comme un feu d'artifice,
s'est répandu partout. Réalité
flottante, diffuse, dans un mouve-
ment continu de flux et de

reflux, tantôt il se diluait dans les (16)
masses qui remplissaient les salles
des meetings ou qui défilaient dans
les manifestations tantôt il s'identi-
fiait à une personnalité souvent
inconnue jusque-là, portée aux nues,
et vite oubliée dans ~~ce voyage~~ la
succession presque hallucinatoire des
faits et des événements. Les espaces
de pouvoir des masses ont été vite
occupés par des partis politiques
dont la vocation ~~est~~ ultime de prise-
-du-pouvoir figeait nécessairement
les balbutiements et les recherches
de l'inconscient collectif dans les
catégories idéologiques et à portée de
tout le monde que chaque parti
amenait avec lui. En ^{relation} dialectique
avec l'ensemble des partis apparaissait
l'armée capable de contenir jusqu'au
mois de Janvier 75 une apparente
unité de ~~projet~~ d'intention et d'action.

Mais confrontée aux partis et ~~au~~ plura (17)
lisme ~~de~~ dont leur existence témoignait
l'armée c'est vite transmuée pour une
grande partie dans les tendances idéo-
logiques bien définies. En cessant d'être
le garant elle est devenue un axe
(ou plutôt plusieurs axes) du pouvoir.
Au milieu de tout cela il y avait un
gouvernement, c'est vrai. Mais je doute
qu'il ait détenu un véritable pouvoir.
Rongé à la base par une administra-
tion qui faisait ~~la~~ ^{révolte} révolte
interne, ~~critiqué par une presse qui~~
~~devenait incapable de~~ ~~se~~ dépassé
dans les propos publics par des
militaires qui se faisaient forte-
ment de la révolution, ^{obligé de} devant faire
face aux contradictions de la nature
même de gouvernement de coalition,
il courait à sa perte. Au fond, son
pouvoir n'était, quand on le regarde
maintenant, qu'une immense illusion
et peut-être pour quelques-uns un

faire semblant. ~~Les~~ Cette situation ⁽¹⁸⁾
a atteint un tel point que ce pays,
qui semble demander à tous les
autres qu'on lui apprenne à gérer
ses affaires, avait en Oct. 74 un
programme d'action dans tous les
grands secteurs de la vie publique
qui ne faisait pas honte à ses auteurs
au côté de n'importe quel "programme
commun" ~~et~~ et en Fév. 75 avait
réussi à donner une cohérence interne
à ~~ce~~ programme en le faisant découler
des lignes de politique économique
et sociale déterminées par le programme
du Mouvement des Forces Armées le 25
Avril et dont le contenu socialiste
ne faisait ~~pour nous~~ pas de doute.
Son pouvoir était si contesté par certains
~~partis~~ et l'appareil ~~partisan~~ partisan et
les tendances militaires qu'il a
fallu le coup du 11 Mars 75 pour
provoquer définitivement l'écartè-
ment du pouvoir. Finie son caractère

flottant, finie "l'imagination au pou-¹⁹
voir". Une autre phase n'y était
greffée : celle de la lutte pour le pouvoir.
La suite est connue. Ce qui l'est peut-être
moins est l'éclatement des catégories
politiques face au pouvoir en période
révolutionnaire. Je m'explique. L'enjeu
des "conquêtes démocratiques" était dans
la bouche de tous les dirigeants, mais
il fallait se demander, quelle était
son contenu ? Oui, le pouvoir au peu-
ple à tous les niveaux, mais vers
quelle société ? ~~Le gouvernement de~~
~~coalition qui avait à faire revivre~~
~~un peuple se devait~~ demandait
un projet de société dans lequel le
concept même de démocratie allait
acquiescer des couleurs différentes, Or,
selon les priorités à établir.
avant même de pouvoir ébaucher
ce projet de société, ~~les~~ "on nous a
mis à l'école de la démocratie. On
parlait de ce qui se faisait au P.

20
en termes de "la jeune démo. fort." ou
"l'apprentissage de la démocratie". A l'in-
térieur on prenait ce qui aurait été le
commet d'un processus démocratique
comme son point de départ. ~~⊗ Dans un~~

~~sens on peut~~ ^(XX) un exemple très concret:
quand en Août 75, un groupe d'officiers
a ~~le~~ rendu publique la mise-en-jeu
contre la tentation totalitaire, la presse
étrangère n'a pas manqué de les
appeler "modérés" par rapport à ceux
qui seraient "radicaux".

Fundação Cuidado Futuro
⊗ Les divergences allaient s'accroître,
et ~~la~~ ~~serait~~ ~~le~~ ~~vote~~ la rhétorique s'en-
flammer jusqu'à ce que le peuple,
ayant dit ^{par le vote} ce qu'il voulait comme
tendance ~~dominant~~ englobante
du processus à l'œuvre, se soit
lassé de ces diatribes continuelles
et commence à exprimer des nos-
talgies dangereuses.

ce qui était curieux c'était que ~~l'avis~~
d'une expérience pareille la même chose

allait juger ~~sur~~ des à la lu- (27)
mière de catégories "révolutionnaires"
les comportements qui se dessinaient
au Portugal (xx)

On oubliait les uns et les autres
que ^{si} l'utopie précède l'action et la
motive, elle ne peut conduire à
de nouveaux horizons que dans
la mesure où elle est rendue
faisable et opérationnelle, ce qui
veut dire : planification et des objectifs,
prudente et le calcul exact de
l'adéquation des moyens aux
fins, pragmatique dans les priorités
existentielles.

Dans des contextes où des chrétiens se posent des questions en termes de "foi et politique", "foi et science", "foi et ~~spiritualité~~ ^{prophétie}", on ~~peut~~ se posera nécessairement la question: "et les chrétiens? et l'Eglise?" Pour nous, au Portugal, Ma tentation c'est d'y répondre d'emblée en disant: voilà, c'était ça les espoirs, les démarches, les luttes des Lus. Car pour moi, comme pour beaucoup d'autres Lus, la période de l'histoire portugaise ~~que je viens de parler~~ dont je viens de parler n'était ni à côté, ni ~~un~~ parallèle, ni affrontée à notre vie chrétienne. ~~Je l'ai dit dans la 1^{ère} interview publique: ma motivation était X et son Royaume.~~

Pour nous la présence du Christ aujourd'hui dans ^{le} ~~notre~~ monde ne ~~pourrait être~~ ^{peut-être} une intention ^{ferme} ~~franche~~ ou une affirmation de la finalité ultime de toute réalité terrestre.

~~Mais~~ Il est au cœur même des évènements, immédiateté de la foi vécue au sein de toutes les ambiguïtés de nos démarches humaines. ~~Les faits~~

Dans les faits ^{opacités} dont la lecture peut être si diverse le \mathcal{K} est la force de la transparence, la capacité de ~~voir~~ ^{révéler} les choses à elles-mêmes jusqu'à ce que leur sens caché soit dévoilé.

Dans la recherche d'un modèle de société, le \mathcal{K} y est sans jour autant qu'il se réduit à une quelconque imposition morale — il renvoie à une éthique au-delà du conventionnel et de l'établi, il exige l'invention et la créativité.

Dans les rouages du pouvoir, le Christ ~~martyr~~ ne daigne pas de prendre notre condition humaine, Il devient glaive qu'on trouve inattendu dans la main face aux ^{relations de} dominations ou à la corruption, Il se rend ~~sa~~ paix visible au cœur même de la

24
dialéctique la plus ~~intense~~ ~~achevée~~.
redoutable. Surtout, pour moi, aux mo-
ments les plus intenses de cette révolu-
tion où mille décisions étaient à prendre,
où tout semblait se jouer irrévocablement,
le Christ était l'engagement dégagé
et libre. Oui, Il était là aussi en
tant que Croix, sacrifice, etc., mais
cela va de soi, n'est-ce pas?

Je me demande parfois, quand
on me pose la question de savoir
comment j'ai vécu en Dieu (?) cette
révolution, si j'ai été finalement très
privilegiée. D'abord, parce que ~~ma~~
~~de~~ situation elle-même ne me per-
mettait pas d'illusions ni d'ambi-
guïtés. Il fallait travailler dur et
faire face à un éventail insoupçon-
nable de événements et d'exigences.
Mais je me crois privilégiée surtout
d'avoir pu vivre toute cette période
et d'y avoir été conduite en quelque
sorte par la démarche de foi de ma

Communauté de base. Au travail (25)
depuis ~~des années~~ ^{bien longtemps} dans des initiatives
qui au début des années 60 nous appe-
lions de "promotion humaine et évan-
gelisation", entraîné ensuite dans
multiples formes de conscientisation
en milieu rural avec des paysans,
en milieu ~~urbain~~ ^{urbain} avec des univer-
sitaires), ayant eu à étudier et à
~~expliquer~~ ^{analyser} Vatican II ~~avec~~ ^{aux} laïcs et
à des prêtres, ayant surtout fait
une longue analyse ~~de~~ ^{dans mon} groupe sur la
situation ^{Fundação Cuidar o Futuro} ~~du~~ ^{nos} possibilités
de changements, en allant jusqu'à
l'esquisse du projet de société auquel
nous conduisaient les exigences de
notre Foi vécue aujourd'hui, je plan-
geais dans la révolution avec la
force d'une conviction inébranlable.
Au fur et à mesure que se déroulaient
les événements, la communauté
quibissait aussi ses reconsses mais
elle ~~continuait à être~~ ^{était} un lieu ~~pour~~
d'analyse continue ~~et~~ du fait poli-

rique et de rassemblement chrétien (26)
dans tout ce qui contient de célébration
de la foi, d'exigence d'incarnation
sans limites et de force insaisissable
du Mystère. Oui, j'étais privilégiée.
Mais comment peut-on vivre
autrement sinon au cœur des événements,
sinon comme émergence ~~de~~
personnelle d'un ~~un~~ Peuple qui
se matérialise dans une communauté ?

Fundação Cuidar o Futuro

texte non corrigé
pour la revue "Etu des"
1976

Plus le temps passe et plus je trouve presque impossible de prendre du recul (comme on dit) pour parler de la révolution portugaise. Puis-je être partie prenante d'un événement et me poser en sociologue du déroulement de ce même événement? Puis-je me donner avec toute mon énergie et tout mon enthousiasme à la réalisation d'un objectif et faire son anatomie froidement, sans pudeur? Puis-je vivre encore ce que je considère ma révolution inachevée et en dire des mots bien pensés et bien placés? Ou bien dois-je accepter qu'il n'y a d'analyse ni de théorie que celles que l'on dégage de sa propre expérience? Ne dois-je pas accepter qu'en livrant seulement un moment, une réflexion, je suis peut-être plus proche du global que si je voulais le prendre d'emblée?

Oui, des moments d'une pratique et la réflexion qui en découle c'est la vérité de l'instant et, donc, celle que je peux honnêtement dire.

La révolution portugaise a eu lieu à l'intérieur d'un vécu individuel et collectif spécifique d'un peuple.

Or, tout ce que j'ai pu lire sur la révolution portugaise pendant ces deux ans me semblait découler d'un certain a priori. Au lendemain du 25 Avril, nous évoquions, pour les uns la chute du fascisme en Italie, pour les autres la France après la Libération (sans oublier que la décolonisation et le retour des réfugiés revenus des anciennes colonies était exactement, n'est-ce pas?, comme "la question de l'Algérie" et les problèmes des pieds-noirs...). Un an après on nous brandissait, comme une menace possible, les uns les bouleversements du pouvoir dans les démocraties populaires européennes entre 45 et 48 et les autres le renversement du régime socialiste au Chili. C'est-à-dire que, face à une telle imposition d'images, c'était très difficile d'être nous-mêmes. D'où le ridicule apparent (et exploité à outrance par une certaine presse) de notre prétention à "une voie originale pour le socialisme portugais".

Face à une crise économique gigantesque, obligé à recourir à la voie sûre des chemins déjà parcourus et des mécanismes bien établis, le Portugal semble bien éloigné d'une voie originale. Et, pourtant, n'est-ce pas là l'enjeu fondamental de cette révolution?

Vue de l'intérieur, la société portugaise s'affrontait à trois exigences immédiates: la décolonisation, le rétablissement des libertés fondamentales, la lutte contre les inégalités sociales. D'autres pays à d'autres époques ou même de nos jours avaient à faire face à l'une ou l'autre de ses exigences politiques - apparemment rien de nouveau à leur égard. Et cependant c'était radicalement différent. Car l'effet cumulatif de ces tâches immenses, si diversifiées et même ponctuellement contradictoires, rebondissait dans un événement qualitativement différent. En étant globalement différent, l'événement révolutionnaire ne pouvait plus se décomposer en des démarches semblables à celles qui avaient eu lieu ailleurs sous le même nom. Il allait suivre un chemin qui ne pouvait être saisi que dans le repère nouveau où il se situait. Il se révélait comme apportant avec lui l'ébranlement radical du système socio-culturel, sous-jacent et souvent déterminant des rapports économiques et des options politiques.

Dans un tel changement, il y avait une quantité de possibles. L'ouverture au nouveau, l'aventure de l'inédit s'y inscrivaient à la fois comme donnée irrécusable et comme tâche à accomplir. L'analyse que nous faisons de la société portugaise nous montrait qu'elle n'était pas engagée de façon irréversible dans l'industrialisation au seul but de la croissance économique, dans la consommation aux choix presque illimités, dans l'étatisation des structures et des rapports sociaux. Elle nous apparaissait ainsi libre d'entreprendre la voie difficile d'égalités d'opportunités pour tous où le collectif ne serait pas le dissolvant de l'apport personnel imaginatif et responsable, où les besoins d'une consommation compensatrice de frustrations inavouées ne contrôlerait pas la production, où l'industrialisation ne serait pas la répétition d'un mode de production inexorablement aliénant pour l'homme mais un moyen étudié et calculé pour répondre aux besoins réels de la population, où l'anonymat et l'omniprésence de l'appareil d'Etat n'écraserait pas l'initiative ni, à la limite, la liberté.

Etait-ce là des aspirations spécifiques du Portugal? Bien sûr que non; tout au contraire. Nous savions très bien que partout où des hommes et des femmes voulaient une société plus juste et plus humaine le même dessein était à l'oeuvre. C'est pourquoi nous puisions dans l'universalité de notre recherche la conviction et le désir de trouver une "voie originale". Nous croyions que, dans un espace limité, dans cette extrémité isolée de l'Europe, en cette année 74, il serait possible d'entamer librement et en totale indépendance une révolution authentique. Nous n'avions pas de doute que les conséquences de sa réussite ou de son échec auraient une signification bien au-delà de nos frontières. D'où l'accent mis sur la "voie originale" - elle concernait à nos yeux aussi bien le futur du Portugal que l'enjeu universel de tous les démunis du monde à la recherche de leur identité, de leur développement, de leur autonomie.

S'agissait-il de la survivance en nous d'un mythe impérialiste qui arrivait à son terme? de la méconnaissance des forces politiques dominant les rapports dans le monde et de la naïveté à leur égard? du simplisme à outrance dans l'interprétation du lien entre le projet global et les facteurs économiques et sociaux? Peut-être il y en avait-il ainsi des raisons inconnues? Mais ce qui était net et clair en nous c'était le désir de façonner notre propre destin, de le bâtir à la mesure de nos aspirations collectives, de rendre à tout le peuple - mot qui, en portugais, est très lourd de signification anthropologique parce qu'il y va de l'identité culturelle et de l'existence en tant que nation autonome - de lui rendre la possibilité de dire sa parole et de prendre en main son histoire. Réussir une telle entreprise était pour nous redevenir nous-mêmes et, par là, nous rendre capables d'être partenaires à part entière dans l'ordre international nouveau qui pointait à l'horizon.

Je viens de parler de notre grand espoir, mais je devrais souligner tout de suite et en contrepoint qu'on y arrivait par des chemins très diversifiés. La force du peuple nous amenait à une solidarité consciente et joyeuse mais déjà nos analyses étaient différentes. A tel point différentes qu'elles ne pouvaient déboucher que sur des options, des projets de société divergents, voire opposés. Ce qui m'a frappée dans le foisonnement des politiques qui se dessinaient n'était perçu au début que comme

plus je relis cette phrase plus je pense qu'elle est correcte. A-t-on pu la laisser tel quel?

malaise personnel, un doute troublant sur les éventuelles conséquences de ces différences. Mais bientôt certains clivages allaient rendre nettes ces divergences et en révéler la portée pour l'avenir même de la révolution. J'en relèverai trois à titre d'exemples.

D'abord l'analyse de la structure économique. Pour beaucoup l'analyse de la structure économique consistait à tout réduire au capitalisme et à le rejeter avec des armes classiques: établissement du contrôle du pouvoir économique par un pouvoir politique fort et centralisé, nationalisation de tous les secteurs où le monopole privé risquait d'être un danger pour l'Etat. (Je simplifie à l'extrême, mais je veux faire ressortir seulement ce qui à mes yeux exigeait des analyses plus nuancées.)

Pour d'autres le tissu des rapports sociaux issus des conditions propres aux moyens de production tenait avant tout du féodalisme, avec le droit implicite du seigneur sur ses sujets et, en contrepartie, la "protection" assurée de ces mêmes sujets. Ces rapports se situaient, certes, à l'intérieur d'une économie dont le profit était le facteur dominant - et dans ce sens on pourrait les classer sans erreur dans le système capitaliste. Mais le but de la croissance économique comme seule loi de la vie sociale telle qu'elle s'impose dans le capitalisme contemporain n'avait atteint le Portugal que dans le terrain des grands banquiers et d'une douzaine d'entrepreneurs hyper-riches et de leurs esclaves attitrés, les technocrates. En outre, au rouage économique portugais manquaient la dimension, la rentabilité et la mobilité qui caractérisent de nos jours toute forme de capitalisme. Pour ce qui est de la dimension, si l'éventail des produits fabriqués s'épandait plus que les besoins réels l'auraient demandé, il faudrait remarquer que 90% des entreprises industrielles avaient moins de 100 ouvriers ce qui révélait non seulement leur caractère presque artisanal (notamment dans la confection, les textiles, les produits alimentaires, les nouveaux matériels, etc...) mais leur incapacité compétitive. Quant à la rentabilité, si elle ne faisait pas défaut là où l'improvisation et l'ingéniosité étaient possibles, elle ne pouvait être atteinte dans l'ensemble des unités de production par le seul effet de la compétence professionnelle.

X En effet 60% des masses travailleuses n'avaient fréquenté que l'école primaire (dans un ~~gros~~ ^{élevé} pourcentage sans l'avoir terminée) ce qui les rendait non seulement la proie facile de l'exploitation, mais vulnérable dans le marché du travail en tant que main-d'oeuvre non-qualifiée. Finalement, la mobilité n'existait pratiquement pas en tant que facteur de promotion, ce qui rendait extrêmement lourd le poids de la routine, ~~mais~~ ^{et} amenaient les travailleurs à concevoir l'emploi, même dans de grandes entreprises, comme l'appartenance à une "famille" et ^{comme} une espèce d'assurance à vie qui garantissait le pain de chaque jour.

En n'esquissant que quelques éléments d'une analyse qui est infiniment plus complexe je veux souligner que ce qui est souvent dénoncé comme l'impasse du socialisme portugais dans le domaine économique a été le résultat, dans une large mesure, d'une analyse inadéquate. Dans une telle structure économique, l'anti-capitalisme de manuel amènerait nécessairement à l'écroulement de l'appareil productif (avec son taux très élevé d'absentéisme de la part des travailleurs et le retrait des petits entrepreneurs) dont l'équilibre ne tenait jusque-là qu'à des facteurs psychosociologiques préalables à la structure rigoureusement capitaliste. De même les nationalisations érigées en dogme de l'anti-capitalisme n'ont pas suivi les critères minimaux de sauvegarde de l'indépendance de l'Etat, de prise en charge des secteurs essentiels à la vie collective et de soutien des produits de base d'où dérivent des centaines d'industries dont les produits pourraient très bien être laissés aux déterminismes de la consommation plutôt que de les ériger en produits indispensables. De cette absence de critères est née une surcharge économique et administrative pour l'Etat extrêmement lourde. C'est ainsi que l'Etat devenant entité patronale dans des décisions faites au nom des intérêts des travailleurs, ceux-ci auront à contribuer de façon beaucoup plus intense à la formation du capital de la sécurité sociale dont le déficit actuel atteint la moitié de son budget.

X? Deuxièmement, les facteurs sociaux du changement. Pour faire la révolution authentique, il fallait aller jusqu'aux racines de la vie sociale collective, il fallait écouter la culture du peuple (à ces ^{dans ses} moments d'explosion verbale et la lui renvoyer en termes opérationnels. Il fallait découvrir après le déferlement de la parole et du geste, la motivation englobante,

① changer seulement: " C'est ainsi - 5 - que dans l'Etat qui devient entité... " et laisser la suite

X le but capable de mobiliser tout le peuple. Il fallait comprendre qu'un peuple n'existe pas en tant qu'unité de buts et d'aspirations qu'aux moments où des événements soudent ses membres et le font renaître en tant que peuple. Or le 25 Avril était l'événement qui le rendait à lui-même. Coup d'Etat réussi, révolte de l'armée, fatalité historique, toutes les formes capables de réduire la portée de ce jour-là ne pourront anéantir son immense signification sociologique - il était l'événement-creuset d'un futur possible, il était l'ébauche d'une révolution fondatrice. Il fallait à ce moment-là, c'est-à-dire, très tôt dans le processus, trouver au coeur de cet événement la motivation capable de lancer le peuple à la conquête de son futur, par un dépassement continu des ruptures et des contradictions. Ceux qui parmi nous parlaient de processus et de voie originale s'imaginaient qu'à partir de l'événement-détonateur, toutes les aspirations que le peuple manifestait, toutes ses revendications, pouvaient être résorbées dans une démarche collective dont il ne fallait pas brûler les étapes ni définir au préalable l'évolution. Il y avait là des risques, certes, mais ils seraient nés de la vérité existentielle d'un peuple en marche.

Cependant, l'analyse (?) faites par quelques forces politiques les amenait à voir le peuple comme objet d'un apprentissage doctrinal, comme récepteur d'une divulgation de pensée politique très limitée et très sloganisée. Pour ces forces-là, il y avait surtout le chapelet des maux à dénoncer: le fascisme, le capitalisme, l'impérialisme. Or, pendant un certain temps c'est possible de mobiliser un peuple contre l'oppression globale dont il a souffert. Mais se dire "anti-", être opposé à -, n'est pas suffisant pour construire un projet bien concret de société. On peut dire que l'espace d'invention et d'intention à remplir par le peuple a été envahi par ceux qui finalement méconnaissaient ce peuple et sa sagesse. Ceux-là voyaient le 25 Avril comme le renversement total d'un régime politique et voulaient le remplacer rapidement par un autre sans se demander ce que le peuple, lui, aurait véritablement voulu dans les tâtonnements de ses démarches et de ses espoirs. Pour eux il n'y avait pas un peuple nouveau à se faire un destin neuf; il y avait un peuple à mener là où leurs idéologies les conduisaient.

X Troisièmement, le poids de l'appareil d'Etat. La structure administrative portugaise s'était développée, tout au long ^{de ces 50 dernières années,} (de la période de 50 ans), comme une lourde machine très bureaucratique, compartimentée, centralisée à outrance. On pouvait parler d'un Etat concentrationnaire au Portugal. Et pourtant, de la rapidité de changement de cette machine et de sa volonté de devenir instrument au service du peuple allait dépendre, en grande partie, la capacité opérationnelle de tout gouvernement. Or, dès le lendemain du 25 Avril, l'administration publique s'est vue bouleversée par de véritables luttes de classe entre fonctionnaires administratifs et techniciens, entre employés à tous les échelons de la hiérarchie et les chefs de service prenant la figure visible du "patron". Pour ceux qui étaient conscients de l'importance du fonctionnement d'une telle machine, il s'agissait de la laisser sécréter sa propre contre-institution d'où surgiraient des structures plus adéquates et plus flexibles. Cet appareil administratif omniprésent qui n'était pas soumis à des exigences d'efficacité ni de contrôle de fonctionnement devrait s'écrouler de lui-même pour permettre la mise en place de nouvelles méthodes et des institutions et services décentralisés, adaptés aux besoins différenciés des régions et des groupes sociaux. Il fallait donc "suivre" le rythme de mise en question de tout le système et essayer de proposer une alternative administrative qui, par sa souplesse, sa régionalisation et ses nouveaux modes de travail, serait le réseau indispensable pour toute innovation et amélioration des services directs au peuple (du logement aux services médicaux).

D'autres n'avaient pas fait une telle analyse et prenaient l'appareil tel qu'il était en essayant seulement d'aménager telle ou telle situation humainement insoutenable. Et c'est pourquoi cet Etat ultra-centralisé et aux chefs contestés était prêt à la mise en place de n'importe quel autre drapeau idéologique qui n'avait qu'à remplacer les chefs discrédités par des "gens de confiance". Dès qu'une telle procédure était entamée toute possibilité d'efficacité administrative d'un gouvernement de coalition était mise à l'épreuve, tous les services allaient se détériorer et tout effort de changement rencontrerait l'obstacle idéologique de tel ou tel noeud du circuit. Ce n'est pas par hasard que dans plusieurs secteurs des programmes d'action aient été élaborés par l'équipe gouvernementale et soient restés sans application pratique.

xé C'est évident qu'à ce moment je suis d'emblée dans la grande question du pouvoir. "Gouvernement était-il équivalent de "pouvoir d'exécution"?

X
C'est évident qu'à ce moment je suis d'emblée dans la grande question du pouvoir. "Gouvernement" était-il équivalent de "pouvoir d'exécution"? Bien sûr que non. Le pouvoir avait été une réalité monolithique qui éclata le 25 Avril et qui, comme un feu d'artifice, s'est répandu partout. Réalité flottante, diffuse, dans un mouvement continu de flux et de reflux, tantôt il se diluait dans les masses qui remplissaient les salles de meetings ou qui défilaient dans les manifestations, tantôt il s'identifiait à une personnalité souvent inconnue jusque-là, portée aux nues, et vite oubliée dans la succession presque hallucinatoire des faits et des événements. Les espaces de pouvoir des masses ont été vite occupés par des partis politiques dont la vocation ultime de prise de pouvoir figeait nécessairement les balbutiements et les recherches de l'inconscient collectif dans les catégories idéologiques et à portée de tout le monde que chaque parti amenait avec lui.

En relation dialectique avec l'ensemble des partis apparaissait l'armée capable de contenir jusqu'au mois de janvier 75 une apparente unité d'intention et d'action. Mais confrontée aux partis et au pluralisme dont leur existence témoignait, l'armée s'est vite transmuée pour une grande partie dans les tendances idéologiques bien définies. En cessant d'être le garant elle est devenue un axe (ou plutôt plusieurs axes) du pouvoir.

Quelques part dans cet ensemble mouvant il y avait un gouvernement, c'est vrai. Mais je doute qu'il ait détenu un véritable pouvoir. Rongé à la base par une administration qui faisait sa révolte interne, dépassé dans les propos publics par des militaires qui se faisaient porte-parole de la révolution, obligé de faire face aux contradictions de sa nature même de gouvernement de coalition, il courait à sa perte. Au fond, son pouvoir n'était, quand on le regarde maintenant, qu'une immense illusion et peut-être pour quelques-uns un faire semblant. Cette situation a atteint un tel point que ce pays (qui semble demander à tous les autres qu'on lui apprenne à gérer ses affaires) avait en octobre 74 un Programme d'action dans tous les grands secteurs de la vie publique qui ne ferait pas honte à ses auteurs au côté de n'importe quel "programme commun" et en février 75 avait réussi à donner une cohérence interne à ce programme en le faisant découler des lignes de politique économique et sociale.

le manque-t-il par un
membre de la phrase.

- ce pays-là n'a pas réussi à rendre ses options mobilisatrices au peuple;

déterminées par le programme du Mouvement des Forces Armées le 25 Avril et dont le contenu socialiste ne faisait pas de doute. Ses options étaient, cependant, si contestées par certains appareils partisans et par diverses tendances militaires qu'il a fallu le coup du 11 mars 75 pour provoquer définitivement l'écartèlement du pouvoir. Fini son caractère flottant, finie "l'imagination au pouvoir". Une autre phase s'y était greffée: celle de la lutte pour le pouvoir. La suite est connue. Ce qui l'est peut-être moins c'est l'éclatement des catégories politiques face au pouvoir en période révolutionnaire. Je m'explique. L'enjeu des "conquêtes démocratiques" étaient dans la bouche de tous les dirigeants, mais il fallait se demander quel était son contenu? Oui, le pouvoir au peuple à tous les niveaux, mais vers quelle société? Faire renaître un peuple demandait un projet de société dans lequel le concept même de démocratie allait acquérir des couleurs différentes selon les priorités à établir. Or, avant même de pouvoir ébaucher ce projet de société, on nous a mis à l'école de la démocratie. On parlait de qui se passait au Portugal en termes de "la jeune démocratie portugaise" ou "l'apprentissage de la démocratie" sans comprendre que l'enjeu global était ailleurs. (D'ailleurs la même presse qui avait de la peine à saisir la signification de l'ébranlement et de la participation démocratique: l'oeuvre dans une révolution allait juger à la lumière de catégories "révolutionnaires" les comportements qui se dessinaient au Portugal. Ainsi, quand en août 75, un groupe d'officiers a rendu publique leur mise en garde contre l'attentat totalitaire, la presse étrangère n'a pas manqué de les appeler "modérés" par rapport à ceux qui seraient "radicaux"...))

A l'intérieur du pays, la même ambiguïté grossissait - on prenait trop facilement ce qui aurait été le sommet d'un processus démocratique comme son point de départ. Le grand danger d'une telle ambiguïté c'est était que le peuple, ayant dit par le vote ce qu'il voulait comme tendance englobante du processus révolutionnaire, se lassait vite de la rhétorique enflammée ou vide et commençait à exprimer des nostalgies qui mettaient en péril et la révolution et la démocratie.

Enjeu global, voie originale, économie, racines culturelles, appareil d'Etat, lutte de pouvoir - voilà quelques points d'un cercle qui semble se rétrécir dans la description que je viens de faire. Sommes-nous arrivés au point "normal" de toutes les situations politiques? Avons-nous perdu en chemin le rêve d'une voie portugaise vers le socialisme? Avons-nous nous réduit à des dimensions presque régionales (ne parle-t-on pas du nord et du sud du Portugal comme deux réalités distinctes

réduit à des dimensions presque régionales (ne parle-t-on pas du nord et du sud du Portugal comme ^{de} deux réalités distinctes?) notre souci d'universalité? Je ne crois pas. Le cercle n'apparaît tel que quand on est au centre; il suffit d'un déplacement presque minime pour qu'une spirale d'aventure et de construction sérieuse se dessine avec la même netteté. Mais on ne sort du cercle que par l'analyse continue et sans fléchissement. On ne trouve d'issue que dans la puissance de l'imagination et de son exercice persévérant. Voilà pourquoi la tâche devant nous n'est ~~plus~~ ^{que plus} exigeante.

Dans le contexte où des chrétiens se posent des questions en termes de "foi et politique", "foi et science", "foi et pouvoir", on se posera nécessairement la question: "et les chrétiens? et l'Eglise?". Ma tentation est d'y répondre d'emblée en disant: je n'ai rien à ajouter, c'était ça les espoirs, les démarches, les luttes des chrétiens. Car pour moi, comme pour d'autres chrétiens, la période de l'histoire portugaise dont je viens de parler n'était ni à côté, ni parallèle, ni affrontée à notre vie chrétienne. Pour nous la présence du Christ aujourd'hui dans le monde ne saurait se réduire à une intention fervente ni à une affirmation de la finalité ultime de toute réalité terrestre.

Il est au coeur même des événements, immédiateté de la foi vécue au sein de toutes les ambiguïtés de nos démarches humaines. Dans les faits opaques dont la lecture peut être si diverse, le Christ est la force de la transparence, la capacité de révéler les choses à elles-mêmes jusqu'à ce que leur sens caché soit dévoilé. Dans la recherche d'un modèle de société, le Christ y est sans pour autant se réduire à une quelconque imposition morale - Il renvoie à une éthique au-delà du conventionnel et de l'établi, Il exige l'invention et la créativité. Dans les rouages du pouvoir, le Christ ne dédaigne pas ~~de~~ prendre notre condition humaine, Il devient glaive qu'on trouve inattendu dans la main face aux relations de domination ou à la corruption, Il se rend paix visible et espérance inouïe au coeur même de la dialectique la plus redoutable. En même temps au milieu de tout cela, au sommet même de l'épopée-fête, le Christ

est rupture, dévoilement de l'insignifiance de nos efforts, renvoi de notre pouvoir à la vulnérabilité la plus totale, hantise d'une fraternité qu'aucun compagnonnage ne peut remplacer. C'est pourquoi je peux dire que pour moi, aux moments les plus intenses de cette révolution où mille décisions étaient à prendre, où tout semblait se jouer irrévocablement, le Christ était l'engagement dégagé et libre.

Je me demande parfois, quand on me pose la question de savoir comment j'ai vécu en chrétienne (?) cette révolution, si je n'ai pas été finalement privilégiée. D'abord parce que ma situation elle-même ne me permettait pas d'ambiguïtés ni de questions oiseuses. Il fallait travailler dur et faire face à la mouvance quotidienne des événements et de leur interprétation. Je me sentais au coeur de l'histoire qui se faisait, compagne de route d'hommes et de femmes de toutes tendances et de tous horizons. Mais je me crois privilégiée surtout d'avoir pu vivre toute cette période et d'y avoir été conduite en quelque sorte par la démarche de foi de ma communauté de base. Au travail depuis bien longtemps dans des initiatives qu'au début des années 60 nous appelions de promotion humaine et évangélisation, entraînée ensuite dans de multiples formes de conscientisation (en milieu rural avec des paysans, en milieu urbain avec des universitaires), ayant eu à étudier et à analyser Vatican II avec des laïcs et des prêtres, ayant surtout fait une longue analyse en groupe sur la situation du Portugal, ses possibilités de changements, en allant jusqu'à l'esquisse du projet de société auquel nous conduisait les exigences de notre foi vécue aujourd'hui, - je plongeais dans la révolution avec la force d'une conviction inébranlable. Au fur et à mesure que se déroulaient les événements, la communauté chrétienne était un lieu d'analyse continue du fait politique et de rassemblement chrétien dans tout ce qu'il contient de célébration de la foi, d'exigence d'incarnation sans limites et de percée insaisissable du Mystère. Oui, j'étais privilégiée. Mais n'est-ce pas le privilège de la foi de faire déplacer l'horizon immédiat de nos engagements vers l'horizon ultime d'un futur absolu?

Maria de Lourdes Pintasilgo

Portugal

Propos sur une révolution inachevée

Plus le temps passe et plus je trouve presque impossible de prendre du recul (comme on dit) pour parler de la révolution portugaise. Puis-je avoir été et être partie prenante d'un événement et regarder en sociologue son déroulement ? Puis-je m'être donnée, avec toute mon énergie et tout mon enthousiasme, à la réalisation d'un objectif et faire son anatomie, froidement, sans pudeur ? Puis-je vivre en mémoire ce que je considère comme ma révolution inachevée et en dire des mots bien pensés et choisis ? Ou bien dois-je accepter qu'il n'y a d'analyse ni de théorie que celles que l'on dégage de sa propre expérience ? Oui, en revenant sur quelques moments de cette expérience et en livrant des éléments de la réflexion qui en découle, je parviendrai peut-être mieux à une intelligence globale des événements qu'en essayant d'en ressaisir d'emblée la totalité. La vérité de l'instant est celle que je peux honnêtement dire.



La révolution portugaise a eu lieu à l'intérieur d'un vécu individuel et collectif spécifique d'un peuple.

Or, tout ce que j'ai pu lire sur cette révolution, pendant deux ans, me semblait marqué d'un certain a priori. Au lendemain du 24 avril 1974, nous évoquions pour les uns la chute du fascisme en Italie, pour les autres la France après la Libération (sans oublier que la décolonisation et le retour des réfugiés revenus des anciennes colonies étaient exacte-

ment, n'est-ce pas ?, comme « la question de l'Algérie » et les problèmes des pieds-noirs...). Un an après, ou nous brandissait, comme une menace possible, d'un côté, les bouleversements du pouvoir dans les démocraties populaires européennes entre 1945 et 1948 et, de l'autre, le renversement du régime socialiste au Chili. Confrontés à une telle suite d'images toutes faites, il était très difficile d'être nous-mêmes. D'où le ridicule apparent (et exploité à outrance par une certaine presse) de notre prétention à « une voix originale pour le socialisme portugais ».

Face à une crise économique gigantesque, obligé de suivre la voie sûre des chemins déjà parcourus et des mécanismes bien établis, le Portugal semble, aujourd'hui, bien éloigné d'une voie originale. Et, pourtant, n'était-ce pas là *l'enjeu fondamental de cette révolution* ?

Vue de l'intérieur, la société portugaise s'affrontait à trois exigences immédiates : la décolonisation, le rétablissement des libertés fondamentales, la lutte contre les inégalités sociales. D'autres pays, à d'autres époques ou même de nos jours, avaient ou ont à faire face à l'une ou l'autre de ces exigences politiques : ici, apparemment rien de nouveau. Et, cependant, c'était radicalement différent. Car l'effet cumulatif de ces tâches immenses, si diversifiées et même ponctuellement contradictoires, produisait un événement *qualitativement différent*, révolutionnaire, qui ne pouvait plus se décomposer en des démarches semblables à celles qui avaient eu lieu ailleurs, sous le même nom. Il allait suivre un chemin qui ne pouvait être saisi que dans le repère nouveau où il se situait. Il se révélait comme apportant avec lui l'ébranlement radical du système socio-culturel, sous-jacent et souvent déterminant, des rapports économiques et des options politiques.

Dans un tel changement, il y avait une quantité de possibles. L'ouverture à l'innovation et l'aventure de l'inédit s'y inscrivaient à la fois comme donnée irrécusable et comme tâche à accomplir. L'analyse que nous faisons de la société portugaise nous montrait qu'elle n'était pas engagée de façon irréversible dans une industrialisation visant seulement la croissance économique, ni dans la consommation aux choix presque illimités, ni dans l'étatisation des structures et des rapports sociaux. Elle nous apparaissait ainsi libre d'ouvrir la voie difficile vers *l'égalité des chances pour tous*, où le collectif ne serait pas le dissolvant de l'apport personnel, imaginatif et responsable, où les besoins d'une consommation, compensatrice de frustrations inavouées, ne contrôlèrent pas la production, où l'industrialisation ne serait pas la répétition d'un mode de production inexorablement aliénant pour l'homme, mais un moyen étudié et calculé pour répondre aux besoins réels de la population, où l'anonymat et l'omniprésence de l'appareil d'Etat n'écraseraient pas l'initiative ni, à la limite, la liberté.

Était-ce là des aspirations spécifiques du Portugal ? Bien sûr que

non ; tout au contraire. Nous savions très bien que, partout où des hommes et des femmes voulaient une société plus juste et plus humaine, le même dessein était à l'œuvre. C'est pourquoi nous puisions dans l'universalité de notre recherche la conviction et le désir de trouver une « voie originale ». Nous croyions que, dans un espace limité, dans cette extrémité isolée de l'Europe, en cette année 1974, il serait possible d'entamer librement, en totale indépendance, une révolution authentique. Nous ne doutions pas que les conséquences de sa réussite ou de son échec auraient une signification bien au-delà de nos frontières. D'où l'accent mis sur la « voie originale » : elle concernait, à nos yeux, aussi bien le futur du Portugal que l'enjeu universel de tous les démunis du monde à la recherche de leur identité, de leur développement, de leur autonomie.

S'agissait-il de la survivance en nous d'un mythe impérialiste qui arrivait à son terme ? d'une méconnaissance des forces politiques dominant les rapports dans le monde et de naïveté à leur égard ? d'un extrême simplisme dans l'interprétation du lien entre le projet global et les facteurs économiques et sociaux ? Peut-être y avait-il aussi des raisons inconnues... Mais ce qui, en nous, était net et clair, c'était le désir de façonner notre propre destin, de le bâtir à la mesure de nos aspirations collectives, de rendre à tout le peuple — mot qui, en portugais, est très lourd de signification anthropologique, parce qu'il y va de l'identité culturelle et de l'existence, en tant que nation autonome —, de lui rendre la possibilité de dire sa parole et de prendre en main son histoire. Réussir une telle entreprise était pour nous redevenir nous-mêmes et, par là, nous rendre capables d'être partenaires à part entière dans l'ordre international nouveau qui pointait à l'horizon.

Je viens de parler de notre grand espoir, mais je devrais souligner tout de suite, et en contrepoint, que nous y parvenions par des chemins très divers. La force du peuple nous entraînait dans une solidarité consciente et joyeuse, mais déjà nos analyses étaient différentes. A tel point qu'elles ne pouvaient déboucher que sur des options, des projets de société divergents, voire opposés. Au début, je n'ai perçu le foisonnement des politiques qui se dessinaient que comme malaise personnel, doute inquiétant sur les éventuelles conséquences de ces différences. Mais, bientôt, certains clivages allaient se clarifier et révéler la portée de ces divergences pour l'avenir même de la révolution. J'en relèverai trois, à titre d'exemples.

DANS L'ANALYSE DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE

Pour beaucoup, analyser la structure économique consistait à tout réduire au capitalisme et à le rejeter avec des armes classiques : établis-

sement du contrôle du pouvoir économique par un pouvoir politique fort et centralisé, nationalisation de tous les secteurs où le monopole privé risquait d'être un danger pour l'Etat. (Je simplifie à l'extrême, mais je veux faire ressortir seulement ce qui, à mes yeux, exigeait des analyses plus nuancées.)

Pour d'autres, le tissu des rapports sociaux issus des conditions propres aux moyens de production tenait avant tout du féodalisme, avec le droit implicite du seigneur sur ses sujets et, en contrepartie, la « protection » assurée de ces mêmes sujets. Ces rapports se situaient, certes, à l'intérieur d'une économie dont le profit était le facteur dominant — et dans ce sens on pouvait les classer sans erreur dans le système capitaliste. Mais la recherche de la croissance économique comme seule loi de la vie sociale, telle qu'elle s'impose dans le capitalisme contemporain, n'avait atteint le Portugal que dans le milieu des grands banquiers, d'une douzaine de chefs d'entreprise richissimes et de leurs esclaves attirés, les technocrates.

En outre, aux rouages économiques portugais manquaient la dimension, la rentabilité et la mobilité qui caractérisent, de nos jours, toute forme de capitalisme. Pour ce qui est de la dimension, si l'éventail des produits fabriqués s'étalait plus que les besoins réels ne l'auraient demandé, il faudrait remarquer que 90 % des entreprises industrielles avaient moins de 100 ouvriers, ce qui révélait non seulement leur caractère presque artisanal (notamment dans la confection, les textiles, les produits alimentaires, etc.), mais aussi leur faible compétitivité. Quant à la rentabilité, si elle ne faisait pas défaut là où l'improvisation et l'ingéniosité étaient possibles, elle ne pouvait pas être atteinte dans l'ensemble des unités de production par le seul effet de l'incompétence professionnelle. En effet, 60% des gens au travail n'avaient fréquenté que l'école primaire, pour un pourcentage élevé, sans l'avoir terminée, ce qui en faisait non seulement une proie facile pour les exploiters de main-d'œuvre, mais aussi une population vulnérable sur le marché du travail, à cause de son manque de qualification. La mobilité, enfin, n'existait pratiquement pas en tant que facteur de promotion ; cela rendait extrêmement lourd le poids de la routine et amenait les travailleurs à concevoir l'emploi, même dans de grandes entreprises, comme l'appartenance à une « famille » et une espèce d'assurance qui garantissait pour la vie le pain de chaque jour.

En n'esquissant que quelques éléments d'une analyse qui est infiniment plus complexe, je veux souligner que ce qui est souvent dénoncé comme l'impasse du socialisme portugais dans le domaine économique a été le résultat, dans une large mesure, d'une analyse inadéquate. Dans une telle structure économique, l'anti-capitalisme de manuel ne pouvait

que provoquer l'écroulement de l'appareil productif (taux très élevé d'absentéisme de la part des travailleurs et retrait des petits patrons), dont l'équilibre ne tenait jusque-là qu'à des facteurs psychosociologiques antérieurs à une structure rigoureusement capitaliste. De même, les nationalisations, érigées en dogme de l'anti-capitalisme, n'ont pas respecté les critères les plus simples de sauvegarde de l'indépendance de l'Etat, de prise en charge des secteurs essentiels à la vie collective et de soutien des produits de base dont dépendent des centaines d'industries. De cette absence de critères est née, pour l'Etat, une surcharge économique et administrative extrêmement lourde. C'est ainsi que, l'Etat devenant responsable patronal, les travailleurs verront probablement croître leur contribution à la formation du capital de la sécurité sociale, dont le déficit actuel atteint la moitié de son budget.

AU SUJET DES FACTEURS SOCIAUX DU CHANGEMENT

Pour faire une révolution authentique, il fallait aller jusqu'aux racines de la vie sociale, il fallait écouter la culture du peuple dans ses moments d'explosion verbale et la lui renvoyer en termes opérationnels. Il fallait comprendre qu'un peuple n'existe en tant qu'unité de buts et d'aspirations qu'au moment où des événements soudent ses membres et le font renaître en tant que peuple. Or, le 25 avril était l'événement qui le rendait à un moment où l'Etat réusit la révolte de l'armée, fatalité historique, toutes les interprétations capables de réduire la portée de ce jour-là ne pourront anéantir son immense signification sociologique : il était l'événement-creuset d'un futur possible, il était l'ébauche d'une révolution fondatrice. Il fallait à ce moment-là, c'est-à-dire, dès le déferlement de la parole et du geste des débuts, trouver au cœur de cet événement la motivation capable de lancer le peuple à la conquête de son futur, par un dépassement continu des ruptures et des contradictions. Ceux qui, parmi nous, parlaient de voie originale, s'imaginaient que, à partir de l'événement-détonateur, toutes les aspirations que le peuple manifestait, toutes ses revendications, pouvaient être résorbées dans une démarche collective dont on ne devait pas brûler les étapes ni définir au préalable l'évolution. Attitude qui comportait des risques, certes, mais ceux-ci étaient les conséquences normales de l'existence d'un peuple en marche.

Cependant, l'analyse (?) faite par certaines forces politiques les amenait à considérer le peuple comme objet d'un apprentissage doctrinal, comme récepteur d'une propagande politique où la pensée est simpliste et réduite à des slogans. Pour ces forces-là, il s'agissait surtout de dénouer un chapelet de maux : le fascisme, le capitalisme, l'impérialisme. Or, si pendant un certain temps il est possible de mobiliser un peuple contre l'oppression globale dont il a souffert, il ne suffit pas de se

dire « anti », « opposé à », pour construire un projet bien concret de société. On peut dire que l'espace d'invention et d'intention à remplir par le peuple a été envahi par ceux qui, finalement, méconnaissaient ce peuple et sa sagesse. Ceux-là voyaient le 25 avril comme le renversement total d'un régime politique et voulaient le remplacer rapidement par un autre, sans se demander ce que le peuple, lui, aurait véritablement voulu dans les tâtonnements de ses démarches et de ses espoirs. Pour eux, il n'y avait pas un peuple nouveau cherchant à se faire un destin neuf ; il y avait un peuple à mener là où leurs idéologies les conduisaient.

SUR LE POIDS DE L'APPAREIL D'ETAT

La structure administrative portugaise était devenue, tout au long des 50 années qui avaient précédé, une lourde machine, très bureaucratique, compartimentée, centralisée à outrance. On pouvait parler d'un Etat concentrationnaire. Et pourtant, de la rapidité de changement de cette machine et de sa volonté de devenir instrument au service du peuple allait dépendre, en grande partie, la capacité opérationnelle de tout gouvernement. Or, dès le lendemain du 25 avril, l'administration publique s'est vue bouleversée par de véritables luttes de classe entre fonctionnaires administratifs et techniciens, entre employés à tous les échelons de la hiérarchie et chefs de service vus comme de nouveaux « patrons ». Pour ceux qui étaient conscients de l'importance du fonctionnement d'une telle machine, il s'agissait de la laisser sécréter sa propre contre-institution, d'où surgiraient des structures plus adéquates et plus flexibles. Cet appareil administratif omniprésent, qui n'était pas soumis à des exigences d'efficacité ni à des contrôles, devait s'écrouler de lui-même, pour permettre la mise en place de nouvelles méthodes et de services décentralisés, adaptés aux besoins divers des régions et des groupes sociaux. Il fallait donc « suivre » le rythme de mise en question de tout le système et essayer de proposer une alternative administrative qui, par sa souplesse, sa régionalisation et ses nouveaux modes de travail, serait le réseau indispensable à toute innovation et amélioration du service public en contact direct avec le peuple (du logement aux services médicaux).

D'autres n'avaient pas fait une telle analyse et prenaient l'appareil tel qu'il était, en essayant seulement d'aménager telle ou telle situation humainement insoutenable. C'est pourquoi cet Etat ultra-centralisé, aux chefs contestés, était prêt à la mise en place de n'importe quel autre drapeau idéologique : il suffisait de remplacer les chefs discrédités par des « gens de confiance ». Dès qu'une telle procédure fut entamée,

toute possibilité d'efficacité administrative d'un gouvernement de coalition fut mise à l'épreuve, tous les services allèrent en se détériorant et tout effort de changement rencontrait l'obstacle idéologique de tel ou tel nœud du réseau administratif. Ce n'est pas par hasard que, dans plusieurs secteurs, des programmes d'action élaborés par l'équipe gouvernementale sont restés sans application pratique.

Il est évident que j'aborde ici la grande question du *pouvoir*. « Gouvernement » était-il équivalent de « pouvoir d'exécution » ? Bien sûr que non. Le pouvoir, qui avait été une réalité monolithique, éclata le 25 avril, se répandit partout, tel un feu d'artifice. Réalité flottante, diffuse, dans un mouvement continu de flux et de reflux, tantôt il se diluait dans les masses qui remplissaient les salles de meetings ou qui défilaient dans les rues, tantôt il s'identifiait à une personnalité souvent inconnue jusque-là, portée aux nues, puis vite oubliée dans la succession presque hallucinatoire des faits et des événements. Les espaces de pouvoir des masses furent vite occupés par des partis politiques ayant mission de prendre le pouvoir ; cet objectif figeait nécessairement les balbutiements et les recherches de l'inconscient collectif dans les catégories idéologiques et accessibles à tous, que chaque parti amenait avec lui.

En relation dialectique avec l'ensemble des partis, l'armée apparaissait capable de le conquérir, jusqu'au mois de janvier 1975, une apparente unité d'intention et d'action. Mais, confrontée aux partis et au pluralisme dont leur existence témoignait, elle s'est vite divisée entre différentes tendances idéologiques bien définies. En cessant d'être le garant, elle devint ainsi un axe (ou plutôt plusieurs axes) du pouvoir.

Quelque part, dans cet ensemble mouvant, il y avait un gouvernement, c'est vrai. Mais je doute qu'il ait détenu un véritable pouvoir. Rongé à la base par une administration qui faisait sa révolte interne, dépassé dans les propos publics par des militaires qui se faisaient porte-parole de la révolution, obligé à faire face aux contradictions de sa nature même de gouvernement de coalition, il courait à sa perte. Au fond, son pouvoir n'était, quand on le regarde maintenant, qu'une immense illusion et peut-être, pour quelques-uns, un faire-semblant. A titre d'exemple, ce pays (qui semble demander à tous les autres qu'on lui apprenne à gérer ses affaires) avait, en octobre 1974, un Programme d'action, dans tous les grands secteurs de la vie publique, qui ne ferait pas honte à ses auteurs, comparé à n'importe quel « programme commun » ; en février 1975, on avait réussi à donner une cohérence interne à ce programme, en le faisant découler des lignes de politique économique et sociale déterminées par le programme du Mouvement des forces

armées (le 25 avril 1974), et dont le contenu socialiste ne faisait pas de doute. Ces options étaient cependant si contestées par certains appareils partisans et par diverses tendances militaires, qu'il a suffi du coup du 11 mars 1975 pour provoquer définitivement l'écartèlement du pouvoir. Fini son caractère flottant, finie « l'imagination au pouvoir ». Une autre phase s'était greffée : celle de la lutte pour le pouvoir. La suite est connue.

Ce qui l'est peut-être moins, c'est l'éclatement des catégories politiques face au pouvoir en période révolutionnaire. Je m'explique. L'enjeu des « conquêtes démocratiques » était dans la bouche de tous les dirigeants, mais il fallait se demander quel était leur contenu. Oui, le pouvoir au peuple à tous les niveaux, mais vers quelle société ? Faire renaître un peuple demandait un projet de société dans lequel le concept même de démocratie allait acquérir des couleurs différentes, selon les priorités à établir. Or, avant même de pouvoir ébaucher ce projet de société, on nous a mis à l'école de la démocratie. On parlait de ce qui se passait au Portugal en termes de « la jeune démocratie portugaise » ou « l'apprentissage de la démocratie », sans comprendre que l'enjeu global était ailleurs. (D'ailleurs, la même presse, qui avait de la peine à saisir la signification de l'ébranlement et de la participation démocratique à l'œuvre dans une révolution, allait juger, à la lumière de catégories « révolutionnaires », les comportements qui se dessinaient au Portugal. Ainsi, quand, en août 1975, un groupe d'officiers a rendu publique leur mise en garde contre la tentation totalitaire, la presse étendue n'a pas manqué de les appeler « modérés » par rapport à ceux qui seraient « radicaux »...)

A l'intérieur du pays, la même ambiguïté se répandait : on prenait trop facilement ce qui aurait été le sommet d'un processus démocratique pour son point de départ. Le grand danger d'une telle ambiguïté, c'était que le peuple, après avoir choisi par vote une tendance pour poursuivre un processus révolutionnaire, se lassa vite de la rhétorique enflammée ou vide, et commença à exprimer des nostalgies qui mettaient en péril et la révolution et la démocratie.

Enjeu global, voie originale, économie, racines culturelles, appareil d'Etat, lutte de pouvoir — voici quelques points d'un cercle qui semble se rétrécir dans la description que je viens de faire. Sommes-nous arrivés, aujourd'hui, au point « normal » de toutes les situations politiques ? Avons-nous perdu en chemin le rêve d'une voie portugaise vers le socialisme ? Avons-nous réduit à des dimensions presque régionales (ne parle-t-on pas du Nord et du Sud du Portugal comme de deux réalités distinctes ?) notre souci d'universalité ? Je ne crois pas. Le cercle n'apparaît tel que quand on est au centre ; il suffit d'un déplacement presque minime pour qu'une spirale d'aventure et de construction sé-

rieuse se dessine avec la même netteté. Mais on ne sort du cercle que par une analyse continue et sans faiblesse. On ne trouve d'issue que dans la puissance de l'imagination et dans son exercice persévérant. Voilà pourquoi la tâche devant nous n'est que plus exigeante.

Dans un contexte où des chrétiens s'interrogent sur « foi et politique », « foi et science », « foi et pouvoir », on se posera nécessairement la question : « et les chrétiens ? et l'Eglise ? ». Ma tentation est de répondre d'emblée, en disant : je n'ai rien à ajouter, c'était cela les espoirs, les démarches, les luttes des chrétiens. Car, pour moi, comme pour d'autres chrétiens, la période de l'histoire portugaise dont je viens de parler n'était ni à côté, ni parallèle, ni affrontée à notre vie chrétienne. Pour nous, la présence du Christ aujourd'hui dans le monde ne saurait se réduire à une intention fervente ni à une affirmation de la finalité ultime de toute réalité terrestre. Il est au cœur même des événements, immédiateté de la foi vécue au sein de toutes les ambiguïtés de nos démarches humaines.

Dans les faits opaques, dont la lecture peut être si diverse, le Christ est la force de la transparence, la capacité de révéler les choses à elles-mêmes, jusqu'à ce que leur sens caché soit dévoilé. Dans la recherche d'un modèle de société, le Christ est présent, sans pour autant se réduire à une quelconque imposition morale : Il renvoie à une éthique, au-delà du conventionnel et de l'établi. Il exige l'invention et la créativité. Dans les rouages du pouvoir, le Christ ne dédaigne pas de prendre notre condition humaine, Il devient glaive inattendu face à la corruption et aux relations de domination. Il se rend paix visible et espérance inouïe au cœur même de la dialectique la plus redoutable. Et simultanément, au milieu de tout cela, au sommet même de l'épopée-fête, le Christ est rupture, dévoilement de l'insignifiance de nos efforts, renvoi de notre pouvoir à la vulnérabilité la plus totale, hantise d'une fraternité qu'aucun compagnonnage ne peut remplacer. C'est pourquoi je peux dire que, pour moi, aux moments les plus intenses de cette révolution, où mille décisions étaient à prendre, où tout semblait se jouer irrévocablement, je vivais *l'engagement « dégagé » et libre*.

Je me demande parfois, quand on me pose la question de savoir comment j'ai vécu en chrétienne (?) cette révolution, si je n'ai pas été finalement privilégiée. D'abord, parce que ma situation elle-même ne me permettait pas d'ambiguïtés ni de questions oiseuses. Il fallait travailler dur et faire face à la mouvance quotidienne des événements et de leur interprétation. Je me sentais au cœur de l'histoire qui se faisait, compagne de route d'hommes et de femmes de toutes tendances et de tous horizons. Mais je me crois privilégiée, surtout, d'avoir pu vivre toute cette période et d'y avoir été conduite, en quelque sorte, par la

démarche de foi d'une communauté chrétienne. Au travail, depuis bien longtemps, dans des initiatives que, au début des années 1960, nous appelions de promotion humaine et d'évangélisation, entraînée ensuite dans de multiples formes de conscientisation (en milieu rural avec des paysans, en milieu urbain avec des universitaires), surtout, ayant fait en groupe une longue analyse de la situation du Portugal, de ses capacités de changement et d'un projet possible pour sa société, je plongeais dans la révolution avec la force d'une conviction inébranlable. Au fur et à mesure que se déroulaient les événements, la communauté chrétienne était un lieu d'analyse continue du fait politique et de rassemblement chrétien dans tout ce qu'il contient de célébration de la foi, d'exigence d'incarnation et de percée insaisissable du Mystère. Oui, j'étais privilégiée. Mais n'est-ce pas le privilège de la foi de faire déplacer l'horizon immédiat de nos engagements vers l'horizon ultime d'un futur absolu ?

Maria de Lourdes PINTASILGO

Les animateurs de
 Fundação Cuidar o Futuro
L'AGORA - SEVRES

Espace de recherche et d'expression

35, rue de Sèvres - 75006 Paris

proposent :

mercredi 8 décembre 1976, 20 h 45

LE POUVOIR DANS LA VILLE

vendredi 10 décembre 1976, 20 h 45

QUE RESTE-T-IL DU POUVOIR COMMUNAL ?

(avec la collaboration des ETUDES)

lundi 13 décembre 1976, 20 h 45

QUEL POUVOIR POUR L'HABITANT ?

jeudi 16 décembre 1976, 20 h 45

LA VILLE EN SCENE